

Constitution
et
Règlement Ecclésiastique
*de l'Eglise Réformée Evangélique
du Valais*



E. R. E. V. 1955

PA
11.904

Constitution
et
Règlement Ecclésiastique
*de l'Eglise Réformée Evangélique
du Valais*



E. R. E. V. 1955

PA 11.904



64/2743

Médiathèque VS Mediathek



1010803429

PA 11904

Constitution de l'Eglise Réformée Evangélique du Valais

I. PREAMBULE

a) L'Eglise Réformée Evangélique du Valais (E.R.E.V.) fait partie intégrante de l'Eglise universelle, une et sainte, qui depuis les temps apostoliques tire sa vie et son accroissement de Jésus-Christ. Elle se réclame de la Réforme du XVI^e siècle que Dieu a suscitée dans son Eglise afin que la connaissance de la gloire de Dieu resplendisse en la personne de Jésus-Christ¹⁾, son seul chef. Elle se soumet à l'autorité religieuse et morale des Saintes Ecritures.

b) L'E.R.E.V. doit son origine autant à la fidélité des protestants établis en Valais qu'à la sollicitude fraternelle des Sociétés bernoise, genevoise et vaudoise de secours aux protestants disséminés. Leurs efforts aboutirent, dès le milieu du XIX^e siècle, à la fondation de communautés et écoles protestantes, en 1923 à la constitution de la Fédération des Communautés protestantes du Valais et dès 1949 à celle de l'Eglise Réformée Evangélique du Valais.

c) L'E.R.E.V. est formée des paroisses de Brigue, Viège, Sierre, Montana-Vermala et Crans, Sion, Saxon, Martigny, Monthey, Vouvry, Bouveret-St-Gingolph, et de toutes celles qui pourraient se constituer à l'avenir.

d) L'E.R.E.V. est membre de la Fédération des Eglises Protestantes de la Suisse.

II. DECLARATION DE FOI

L'E.R.E.V. confesse sa foi en ces termes :

Nous croyons en Dieu notre Père, à sa puissance souveraine, à sa sainteté, à son amour révélés en Jésus-Christ.²⁾

1) 2 Cor. 4, 6 ; 2) Apoc. 4, 8 b ; Jean 3, 16.

Nous croyons en Jésus-Christ, le fils du Dieu vivant³⁾, qui par sa vie sainte, sa mort sur la croix et sa résurrection, assure à ceux qui ont foi en lui le pardon des péchés⁴⁾ et la vie éternelle⁵⁾. Nous affirmons que Jésus-Christ, ayant paru une seule fois pour abolir le péché par son sacrifice⁶⁾, est le seul Sauveur⁷⁾ et le seul Médiateur entre Dieu et les hommes⁸⁾.

Nous croyons au Saint-Esprit qui nous conduit dans toute la vérité⁹⁾ et par lequel Dieu nous sanctifie, nous console et nous unit dans la communauté de foi et d'amour de l'Eglise. Nous croyons à la bonne nouvelle du salut par la grâce¹⁰⁾, par le moyen de la foi et nous proclamons la nécessité de la repentance¹¹⁾.

Nous attendons le triomphe de Jésus-Christ et la venue du Royaume de Dieu¹²⁾.

III. MISSION DE L'EGLISE

a) La mission de l'E.R.E.V. est celle que Jésus-Christ a confiée à son Eglise. En demeurant ouverte à l'action du Saint-Esprit, elle annonce l'Evangile à tous, administre les sacrements du baptême et de la Sainte-Cène, groupe les croyants dans la même foi et le même amour fraternel et les affermit dans leur fidélité à Jésus-Christ, accordant un soin particulier à ses membres isolés. Elle accomplit cette tâche tant par le témoignage personnel de tous ses membres que par le ministère de ses pasteurs.

b) L'Eglise travaille aussi à maintenir et à développer les écoles protestantes afin d'éduquer et d'instruire les enfants conformément à l'Evangile et selon les principes de la Réforme.

c) L'E.R.E.V. prend une part active à la Mission proche et lointaine et s'associe au mouvement œcuménique dans la ferme espérance du jour où il n'y aura qu'un seul troupeau et un seul berger¹³⁾.

IV. MEMBRES DE L'EGLISE

Le baptême est le signe d'appartenance à l'Eglise de Jésus-Christ.

a) L'E.R.E.V. reconnaît comme ses membres tous les protestants et protestantes habitant le canton du Valais qu'elle a baptisés ou qui ont été reçus dans une autre Eglise évangélique.

b) L'E.R.E.V. reçoit comme nouveaux membres, les personnes d'autres confessions sur leur désir et après avoir suivi un enseignement religieux.

³⁾ Mat. 16, 16 ; ⁴⁾ Luc 7, 50 ; ⁵⁾ Jean 11, 24-26 ; ⁶⁾ Heb. 9, 26 ; ⁷⁾ Act. 4, 12 ;

⁸⁾ 1 Tim. 2, 5 ; ⁹⁾ Jean 16, 13 ; ¹⁰⁾ Eph. 2, 8 ; ¹¹⁾ Marc 1, 15 ; ¹²⁾ Jacq. 5, 7 ;

¹³⁾ Jean 10, 16.

c) L'Eglise attend de ses membres une foi personnelle et une conduite en harmonie avec cette foi, une participation active à sa vie spirituelle, ainsi qu'à ses charges financières.

d) Tout membre de l'Eglise se rattache à la paroisse de son domicile. Il bénéficie des différents ministères de l'Eglise ; il participe à la direction des affaires de sa paroisse et de l'Eglise, il est éligible à leurs divers conseils. Il possède le droit de vote dès sa confirmation ou sa réception et celui d'éligibilité dès l'âge de vingt ans.

V. LES PAROISSES

a) C'est dans la paroisse que doit se manifester en premier lieu la réalité de l'Eglise.

b) Les paroisses sont autonomes en matière administrative et financière, pour autant que cette autonomie demeure dans le cadre de la présente constitution, du règlement ecclésiastique et des conventions passées entre elles et les comités de secours religieux aux protestants disséminés. Chaque paroisse élabore ses propres statuts et les soumet à l'approbation du Conseil synodal.

c) Les organes de la paroisse sont :

1. L'Assemblée de paroisse
2. Le Conseil de paroisse

1. L'Assemblée de paroisse

d) L'Assemblée de paroisse est formée de tous les membres de la paroisse possédant le droit de vote. Elle se réunit au moins une fois par an en séance ordinaire.

e) Elle élit le pasteur, les représentants de la paroisse au Synode, le Conseil de paroisse, éventuellement le président de l'Assemblée de paroisse et la commission scolaire. Elle nomme les vérificateurs des comptes.

f) Elle examine les rapports et les comptes, vote le budget et délibère sur tout ce qui concerne la vie de la paroisse.

2. Le Conseil de paroisse

g) Le Conseil de paroisse se compose du pasteur et des fidèles choisis en considération de leur foi. Le nombre de ses membres est fixé par les statuts locaux. Dans la règle, la présidence n'est pas assumée par le pasteur.

h) Le Conseil de paroisse se réunit en principe une fois par mois pour traiter toutes les questions concernant la vie spirituelle de la pa-

roisse et sa bonne administration. Le Conseil de paroisse est élu pour 4 ans et rééligible.

VI. AUTORITÉS CENTRALES

a) L'autorité suprême de l'Eglise appartient à Jésus-Christ. C'est lui qui conduit son Eglise par son Esprit et par le moyen d'hommes qu'il a appelés à son service.

b) Les organes directeurs de l'Eglise sont :

1. Le Synode
2. Le Conseil synodal
3. Le Conseil ecclésiastique

1. Le Synode

c) Le Synode se compose des membres suivants ayant droit de vote :
de deux représentants de chaque paroisse, élus pour quatre ans ;
d'un représentant de chacun des comités de secours de Berne, Genève et Vaud ;
des membres du corps pastoral ne faisant pas partie du Conseil synodal.

Les membres du Conseil synodal n'ont pas droit de vote pour autant qu'il s'agisse de question de gestion.

d) Le Synode siège deux fois par an en session ordinaire (printemps et automne) pour délibérer sur toutes les questions concernant la vie spirituelle et la gestion de l'Eglise. Des sessions extraordinaires peuvent être convoquées, lorsque les circonstances l'exigent, à la demande du Conseil synodal, de deux paroisses ou de l'un des comités de secours.

e) Le Synode ne peut prendre de décisions valables que lorsque les $\frac{2}{3}$ au moins de ses membres sont présents ; elles seront prises, sous réserve de l'article XII, à la majorité relative.

f) Le Synode élit en particulier :

- son président, son vice-président et son secrétaire au début de chaque législature de quatre ans ;
- les membres du Conseil synodal, dont il désigne le président et le vice-président ;
- deux représentants laïques au Conseil ecclésiastique ;
- les délégués à l'Assemblée générale de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse ;
- les vérificateurs des comptes.

g) Les sessions du Synode sont ouvertes à tous les protestants.

2. Le Conseil synodal

h) Le Conseil synodal se compose de 9 membres, dont 3 pasteurs, élus pour une période de quatre ans et rééligibles. Les membres du Conseil synodal ne peuvent être en même temps membres du Synode, où ils ont cependant voix consultative. Ils ont toutefois droit de vote, selon les dispositions de la lettre 1 c.

i) Le Conseil synodal se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent ; il s'occupe de toutes les questions courantes intéressant l'ensemble des paroisses, exécute les décisions du Synode et veille à l'application de la présente constitution. Il gère la caisse centrale.

3. Le Conseil ecclésiastique

j) Le Conseil ecclésiastique se compose de 7 membres, élus pour 4 ans, à savoir :

- d'un représentant de chacun des comités de secours ;
- d'un représentant du Conseil synodal ;
- de deux délégués nommés par le Synode ;
- d'un représentant du corps pastoral.

Le Synode désigne le président du Conseil ecclésiastique.

k) Le Conseil ecclésiastique assure la liaison entre l'E.R.E.V. et les comités de secours. Il est en même temps la dernière instance appelée à arbitrer tout différend survenant dans les paroisses ou dans les conseils précités. Il se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent.

VII. LES PASTEURS

a) Au service de leur maître, Jésus-Christ, les pasteurs se doivent d'abord à leurs paroisses, mais aussi à l'Eglise dans son ensemble.

b) Ils sont élus par la paroisse intéressée en accord avec les comités de secours.

c) Ils constituent le corps pastoral présidé par l'un d'entre eux.

VIII. DISCIPLINE ECCLESIASTIQUE

La discipline ecclésiastique relève en premier lieu du Conseil de paroisse. Les litiges graves seront portés devant le Conseil synodal. Il peut être recouru en cette matière au Conseil ecclésiastique.

IX. LES ECOLES PROTESTANTES

a) Les paroisses veillent au maintien et au développement des écoles

protestantes, indispensables à l'éducation d'une jeunesse fermement attachée à la foi réformée.

b) Les paroisses administrent leurs écoles conformément aux prescriptions légales, sous la surveillance des commissions scolaires dont les pasteurs sont membres d'office. Le Conseil synodal soutient et coordonne les efforts de ces commissions.

c) Les commissions scolaires sont nommées, conformément aux statuts paroissiaux, par l'Assemblée ou par le Conseil de paroisse.

d) La nomination des membres du corps enseignant et la répartition des charges financières scolaires sont réglées par les conventions passées entre les comités de secours et les paroisses intéressées.

X. LE «MESSAGER EVANGELIQUE»

Organe de l'Eglise, il est adressé en principe à tous les protestants du Valais. Le corps pastoral est chargé de sa rédaction. Son administration relève du Conseil synodal qui délègue ses pouvoirs à une commission responsable devant lui.

XI. FINANCES ET IMMEUBLES

a) **Caisse centrale** : La caisse centrale est alimentée par les versements des paroisses, dont le Synode fixe le montant, par des collectes et par des dons.

b) **Fonds** : Les Fonds MEGROZ et BLANC sont gérés par le Conseil synodal. Le Fonds de la Société suisse pour l'Assurance du Mobilier à Berne, ainsi que les fonds qui pourraient être attribués à l'E.R.E.V. seront gérés selon les instructions des donateurs.

c) **Immeubles** : Les paroisses veillent à ce que leurs immeubles (temples, cures, écoles, etc.) ne soient pas distraits de leur destination primitive et à ce qu'ils soient convenablement entretenus.

XII. DISPOSITIONS JURIDIQUES ET FINALES

a) Sous le nom d'«Eglise Réformée Evangélique du Valais» les paroisses réformées évangéliques du Valais forment une association qui acquiert la personnalité civile en vertu des articles 60 et suiv. du C.C.S. Son siège se trouve au domicile du président du Conseil synodal.

b) La présente constitution modifie celle de 1949. Elle entre en vigueur dès sa ratification par le Synode et le Conseil ecclésiastique.

c) Les détails d'application de la présente constitution sont précisés par le règlement ecclésiastique.

d) Ce texte sera traduit en allemand. En cas de divergences dans l'interprétation, c'est la rédaction française qui est considérée comme authentique.

e) Toute modification ou révision de la présente constitution devra être soumise au Synode qui se prononcera dans ce cas à la majorité des $\frac{2}{3}$ de ses membres.

«A Celui qui peut faire par la puissance qui agit en nous infiniment au delà de ce que nous demandons et pensons, à Lui soit gloire dans l'Eglise et en Jésus-Christ, dans toutes les générations et aux siècles des siècles ! » Amen ¹⁴⁾

Ainsi adopté par le Synode à Sion, le 1er novembre 1954.

Le président : Dr Alfred Comtesse

Le secrétaire : Paul Meyer

Homologué le 25 novembre 1954 par le Conseil Ecclésiastique.

Le président : Dr Alfred Comtesse.

Le secrétaire : François Gilliard

¹⁴⁾ Eph. 3, 20 et 21.

Règlement Ecclésiastique de l'Eglise Réformée Evangélique du Valais

PREAMBULE

Les paroisses réformées évangéliques du canton du Valais sont groupées en une Eglise réformée évangélique créée par acte constitutif selon décision de l'Assemblée des délégués du 14 mai 1949, après ratification préalable du Conseil ecclésiastique du 7 mai 1949.

L'EREV est fondée sur l'Evangile de Jésus-Christ, le Fils du Dieu vivant. Sa foi et sa mission sont définies par les déclarations insérées sous chiffres II et III de sa Constitution. Fidèle aux principes de la Réforme, elles s'efforcent d'affermir la foi de ses membres et de grouper ceux-ci en Communautés vivantes et agissantes.

CHAPITRE PREMIER : ORGANES DE L'EGLISE

Art. 1. — Les organes de l'EREV sont :

- A) Les paroisses
- B) Les autorités centrales de l'Eglise
- C) Le corps pastoral
- D) Les vérificateurs des comptes

A. Les paroisses

Art. 2. — L'EREV comprend actuellement les dix paroisses mentionnées dans la Constitution. L'admission de nouvelles paroisses sera soumise à une décision du Synode.

Art. 3. — Le territoire des 10 paroisses est celui dont l'usage a établi les limites jusqu'à ce jour. En cas de contestation entre deux paroisses limitrophes, le Conseil synodal arbitre le différend. Un recours au Synode reste réservé.

Art. 4. — La qualité de membre de l'EREV est définie par le chiffre IV de la Constitution, qui précise également les droits et les devoirs de chacun.

Art. 5. — Les cultes et les actes pastoraux incombent dans la règle aux pasteurs. Les aumôneries de caractère spécial (chantiers, pénitenciers) relèvent du Conseil synodal.

Art. 6. — L'activité et l'organisation des paroisses sont réglées par leurs statuts prévus au chiffre V de la Constitution, qui détermine également le rôle des assemblées et des conseils de paroisses, sans préjudice des précisions complémentaires apportées par les statuts des diverses communautés.

Art. 7. — **L'Assemblée de paroisse** se réunit au moins une fois par an en séance ordinaire. Elle peut se réunir en séance extraordinaire dans les cas prévus par les règlements locaux.

Art. 8. — L'Assemblée de paroisse élit le pasteur en accord avec les comités de secours et selon les conventions passées avec eux. Elle élit ses deux représentants au Synode, ainsi que leurs suppléants, le Conseil de paroisse, dont elle désigne le président, et les vérificateurs des comptes. Elle examine les rapports annuels du Conseil de paroisse, les comptes, et vote le budget. Elle délibère sur toute proposition que lui soumet le Conseil de paroisse, le Synode ou l'un de ses propres membres.

Art. 9. — Chaque paroisse est dirigée par un **Conseil de paroisse**. L'élection des Conseils de paroisse se fera tous les 4 ans, à partir de 1954, au cours du premier semestre. Le nombre de leurs membres est fixé par les statuts locaux. Les conseillers sortants sont rééligibles.

Le Conseil de paroisse est installé au cours d'un culte par un délégué du Conseil synodal.

Art. 10. — Le Conseil de paroisse se réunit, dans la règle, une fois par mois et toutes les fois que les circonstances l'exigent. Il délibère dans un esprit de fraternité et de compréhension mutuelle ; la teneur de ses délibérations ne doit pas être divulguée.

Art. 11. — Le Conseil de paroisse convoque et prépare l'Assemblée de paroisse dont il fixe l'ordre du jour. Il gère les finances paroissiales, perçoit les cotisations et contrôle les collectes. Il surveille les bâtiments et locaux appartenant à la paroisse. Il donne un préavis à la paroisse lors du choix d'un nouveau pasteur.

Art. 12. — Le Conseil de paroisse peut, pour l'étude de questions particulières, désigner des commissions spéciales composées de paroissiens non membres du Conseil, qui peuvent être convoqués avec voix consultative aux séances du Conseil.

Art. 13. — Les membres du Conseil de paroisse portent solidairement la responsabilité de la vie spirituelle de la paroisse et de sa bonne administration.

Art. 14. — Les délibérations des Assemblées et des Conseils de paroisse feront l'objet de procès-verbaux.

Art. 15. — Chaque membre qui accepte une fonction au sein des autorités d'une paroisse ou de l'EREV s'engage à remplir consciencieusement son mandat.

B. Les autorités centrales

a) Le Synode

Art. 16. — Le Synode est la plus haute autorité de l'EREV. Il se compose dans la règle de membres qui font partie des Conseils de leurs paroisses.

Art. 17. — Le Synode siège deux fois par an en session ordinaire : au printemps, la veille de la Journée Protestante et en automne, dans la règle, le 1er novembre.

Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu à la demande du Conseil synodal, de deux paroisses ou de l'un des comités de secours.

Art. 18. — Le Synode délibère sur toutes les questions concernant la vie spirituelle et la gestion de l'Eglise. A cet effet, il entend les rapports annuels

1. du Conseil synodal
2. du Corps pastoral
3. du trésorier central
4. des délégués à la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse et à d'autres organisations ecclésiastiques
5. du Conseil ecclésiastique, s'il y a lieu
6. de la Commission ou de l'administrateur du «Messager».

Art. 19. — Les attributions du Synode sont les suivantes :

1. Election de son président, de son vice-président et de son secrétaire
2. Election du Conseil synodal et de son bureau
3. Election de deux délégués laïques au Conseil ecclésiastique.
4. Election des délégués et de leurs suppléants à l'Assemblée des délégués de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse.
5. Nomination des vérificateurs des comptes et de leurs suppléants
6. Approbation des comptes et du budget

7. Délibération et discussion concernant les propositions présentées par un membre du Synode, le Conseil ecclésiastique, le Conseil synodal, le corps pastoral, ainsi que par une paroisse.

Art. 20. — Les élections et votations se font à main levée ou au scrutin secret, s'il est demandé par un membre du Synode.

Art. 21. — Le Synode est convoqué par son bureau qui établit l'ordre du jour de ses sessions d'entente avec le Conseil synodal. Les propositions prévues à l'art. 19/7 doivent parvenir au président du Synode un mois au moins avant chaque session.

Art. 22. — Les sessions du Synode sont ouvertes par un culte. Elles sont publiques ; le huis-clos peut être demandé .

b) Le Conseil synodal

Art. 23. — Le Conseil synodal est élu par le Synode tous les 4 ans au cours de la séance constitutive, selon la procédure suivante :

Le Synode désigne le président et le vice-président, puis, sur proposition du président élu, le secrétaire et le trésorier. Les autres membres laïques sont élus de manière que les trois régions (Brigue-Sierre ; Sion-Martigny; Monthey-St-Gingolph) soient représentées équitablement. Le Synode désignera en outre 3 membres du Corps pastoral.

Art. 24. — Les membres sortant du Conseil synodal sont rééligibles.

Art. 25. — Le Conseil synodal exécute les décisions du Synode. Il travaille à maintenir une étroite cohésion entre les paroisses, il s'efforce de développer et de sauvegarder la vie spirituelle de l'EREV et veille à l'application de la Constitution et du présent règlement. Il traite de toutes les questions intéressant l'ensemble des paroisses et collabore à la préparation de l'ordre du jour de l'assemblée du Synode conformément à l'art. 21.

Il organise la Journée Protestante valaisanne avec l'aide du Corps pastoral et de la paroisse où aura lieu cette manifestation.

Il représente l'EREV dans ses relations avec les autorités et les tiers.

Il gère la caisse centrale et les fonds qui en dépendent. Il procède à l'installation des nouveaux pasteurs et des Conseils de paroisse. Il arbitre les différends qui pourraient surgir entre les paroisses ou au sein de celles-ci.

Il présente chaque année au Synode un rapport sur son activité.

Art. 26. — Le Conseil synodal est convoqué par son président toutes les fois que les affaires l'exigent, au moins tous les deux mois, ou encore à la demande de 4 de ses membres. Ses décisions sont valables si la majorité de ses membres sont présents.

Art. 27. — Les décisions se prennent à main levée et à la majorité des membres présents. Le bulletin secret peut être introduit si un des membres le demande.

Les séances du Conseil synodal sont ouvertes par une prière.

Le secrétaire tient un procès-verbal des délibérations ; celui-ci sera signé par le président et le secrétaire.

Art. 28. — La correspondance est signée dans la règle par le président et le secrétaire. Cette double signature est nécessaire pour toutes les pièces importantes.

Art. 29. — Le Conseil synodal adresse chaque année à l'EREV un mandement à l'occasion du Jeûne fédéral. Ce mandement doit être lu en chaire dans toutes les paroisses et publié dans le «Messager Evangélique» de septembre.

c) Le Conseil ecclésiastique

Art. 30. — Le Conseil ecclésiastique est chargé d'assurer une liaison étroite entre l'EREV et les comités de secours ; il représente en outre la dernière instance appelée à arbitrer tout différend qui pourrait survenir dans les paroisses et au sein des autorités précitées ou entre elles.

Art. 31. — Le Conseil ecclésiastique se compose de sept membres, soit :

- un représentant (dans la règle le président) de chacun des comités de secours aux protestants disséminés de Berne, Genève et Vaud ;
- un représentant du Haut-Valais, un représentant du Valais central et un représentant du Bas-Valais, élus par le Synode ; l'un d'entre eux au moins sera choisi au sein du Conseil synodal ;
- un représentant du Corps pastoral désigné par ce corps.

Art. 32. — Dans la règle, le président du Conseil synodal assume la présidence du Conseil ecclésiastique, au sein duquel il représente la région du Valais dans laquelle il habite.

Art. 33. — Le Conseil ecclésiastique désigne parmi ses membres un secrétaire chargé de la rédaction des procès-verbaux, ainsi que du rapport présenté au Synode.

Art. 34. — Le Conseil ecclésiastique se réunit sur convocation du président, aussi souvent que les affaires l'exigent. Il pourra être convoqué extraordinairement si trois membres en font la demande.

Art. 35. — Les décisions pourront être prises valablement à la majorité des votants à conditions que 4 membres soient présents, dont un

représentant des comités de secours. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

C. Corps pastoral

Art. 36. — Les dispositions relatives au Corps pastoral et à l'exercice de son ministère sont contenues dans le chapitre III du présent règlement.

D. Les vérificateurs des comptes

Art. 37. — Le Synode désigne deux vérificateurs et deux suppléants, nommés pour 4 ans et rééligibles, chargés de réviser les comptes du trésorier du Conseil synodal et de présenter annuellement un rapport à leur sujet.

Ils contrôleront également les comptes du Messenger Evangélique.

CHAPITRE II : LES ECOLES PROTESTANTES

Art. 38. — Les écoles protestantes des diverses paroisses sont administrées par celles-ci conformément aux conventions passées avec les comités de secours.

Art. 39. — Elles sont légalement soumises à la surveillance des inspecteurs scolaires cantonaux.

Art. 40. — Les paroisses veillent au maintien et au développement des écoles protestantes, indispensables à l'éducation d'une jeunesse fermement attachée à la foi évangélique et aux principes de la Réforme.

Art. 41. — Les paroisses instituent dans ce but, conformément à leurs statuts, des commissions scolaires spécialement chargées de veiller à la bonne marche de l'école. Les pasteurs en font partie d'office.

Art. 42. — En cas de différends entre le corps enseignant et les autorités paroissiales ou au sein de celles-ci, les Conseils de paroisse peuvent requérir l'intervention du Conseil synodal. L'arbitrage du Conseil ecclésiastique demeure réservé.

CHAPITRE III : LA VIE DE L'EGLISE

A. Culte

Art. 43. — Le culte est célébré, en principe, chaque dimanche et jour de fête chrétienne dans les paroisses de l'EREV. Des dispositions particulières seront prises là où les circonstances l'exigent.

Cultes dans les annexes. — Dans les localités excentriques, des cultes seront célébrés, dans la mesure du possible, le dimanche ou en semaine.

Art. 44. — Cultes en semaine et réunions diverses. — Ils seront organisés selon les besoins et désirs de la paroisse.

Art. 45. — Culte pour l'enfance. — Chaque paroisse vouera ses soins à la célébration du culte pour l'enfance (école du dimanche).

Art. 46. — Liturgie et ordre du culte :

a) Les liturgies en usage dans l'EREV sont celles des Eglises de Berne, Genève et Vaud. L'utilisation d'autres liturgies est admise dans la mesure où elles expriment la foi évangélique.

b) Le psautier romand est utilisé pour les cultes de langue française, le «Gesangbuch der ev. ref. Kirchen der deutschsprachigen Schweiz» pour les cultes de langue allemande.

c) L'ordre du culte est établi par le corps pastoral.

B. Sacrements et Actes ecclésiastiques

Art. 47. — Baptême. — Tout baptême sera précédé d'un entretien avec le pasteur. il est recommandé d'en fixer la date 15 jours à l'avance.

Dans la règle, le baptême a lieu en présence de l'Eglise, du père, de la mère, des parrain et marraine. Ces derniers seront de confession réformée ; exception peut être faite pour l'un d'entre eux.

Les Conseils de paroisses pourront autoriser l'administration du baptême à domicile lorsque des raisons valables le justifieront. Le pasteur sera, autant que possible, accompagné d'un représentant de la paroisse.

On peut administrer le baptême «in extremis». On lui préférera un acte d'imposition des mains, accompagné de la prière.

En règle générale, il n'y aura pas de baptême les jours de fêtes religieuses et les dimanches de communion.

Tout baptême est inscrit dans le registre des baptêmes de la paroisse où il a lieu. Un livret de baptême sera remis à la famille.

Tout baptême chrétien est considéré comme valable.

Ces dispositions concernent le baptême des enfants et celui des adultes.

Art. 48. — Confirmation. — L'instruction religieuse précède la confirmation du baptême et l'admission à la Sainte-Cène. La confirmation est un acte libre et volontaire que le catéchumène, sur l'invitation de l'Eglise, accomplira en pleine connaissance de sa responsabilité. Le Conseil de paroisse peut décider de l'ajournement de la confirmation d'un catéchumène dont l'instruction religieuse et la préparation seraient insuffisantes. Le pasteur n'admettra à la confirmation un catéchumène

instruit dans une autre paroisse qu'au vu d'une attestation prouvant que son instruction religieuse a été régulière et complète, et à la suite d'un entretien personnel.

La confirmation a lieu dans la règle dans l'année où le catéchumène atteint 16 ans. Elle se fera soit aux Rameaux, soit à la Pentecôte.

Art. 49. — Admission d'un nouveau membre de l'Eglise. — Toute personne appartenant à une autre confession ou étrangère à la foi chrétienne, désirant se rattacher à l'Eglise réformée, devra suivre un enseignement religieux, être agréée par le Conseil de paroisse et pourra être reçue solennellement dans l'Eglise.

Art. 50. — Sainte-Cène. — La Sainte-Cène sera célébrée lors des fêtes chrétiennes et toutes les fois que le Conseil de paroisse le décidera. Le pasteur est assisté par des membres du Conseil. Il peut célébrer des services de Sainte-Cène, accompagné si possible d'un membre du Conseil, auprès des malades, des détenus, ou autres personnes empêchées de participer au culte public.

Art. 51. — Mariages. — Les fiancés doivent s'annoncer au moins 15 jours avant la cérémonie du mariage et auront un entretien avec le pasteur. Si l'un des fiancés n'appartient pas à la confession réformée évangélique, le pasteur veillera à ce que la foi réformée soit sauvegardée au foyer et dans l'éducation des enfants.

Dans aucun cas, il n'y aura double bénédiction.

Art. 52. — Mariages des divorcés. — Le mariage des divorcés pose à l'Eglise un grave problème.

Il est confié à la conscience et à la prudence du pasteur. Dans les cas difficiles, le pasteur peut recourir à une commission spéciale de 3 membres nommée par le Conseil synodal. Dans cette éventualité, le couple devra présenter sa demande dans un délai d'un mois avant la date prévue pour le mariage.

Une liturgie particulière pourra être employée dans ces conditions.

Art. 53. — Services funèbres. — Le pasteur doit être avisé par la famille immédiatement après le décès.

L'heure du service funèbre est fixée par le pasteur d'entente avec la famille.

Lors de ces services, le pasteur fera porter l'accent sur le message de l'Evangile et non sur les mérites de l'homme, en ramenant ceux-ci à la seule gloire de Dieu.

Dans la règle, les enterrements n'auront pas lieu le dimanche.

Le pasteur portera si possible la robe au culte d'ensevelissement, ainsi que pendant le cortège funèbre et la cérémonie au cimetière.

La sonnerie des cloches de l'Eglise protestante ou catholique sera réglée selon les habitudes locales ; la Constitution fédérale en est garante.

C. Education chrétienne et enseignement religieux

Art. 54. — Fidèle à l'ordre du Christ (Matth. 28, 19), l'Eglise a la mission d'amener les jeunes au salut révélé par Dieu en Christ et d'en faire des membres vivants de l'Eglise.

Art. 55. — Le devoir primordial de l'éducation chrétienne incombe aux parents qui ont pris un engagement solennel lors du baptême de leurs enfants. Ce ministère des parents se manifeste par leur témoignage (culte de famille, prière, participation au culte public) et par leur fidélité dans la vie de tous les jours.

Art. 56. — Nos écoles évangéliques soutiennent et élargissent cette œuvre des parents par l'instruction biblique, la connaissance du chant religieux et l'histoire de l'Eglise. L'école doit consacrer au moins deux heures par semaine à cet enseignement.

Art. 57. — L'Eglise institue des cultes pour la jeunesse (école du dimanche). Tous les enfants de la paroisse sont appelés à y prendre part. Dans ce ministère, le pasteur s'adjoint des moniteurs et monitrices qu'il prépare à cet effet.

Art. 58. — En vue de la confirmation du baptême, une instruction préparatoire est donnée par le pasteur, durant deux années, à raison d'approximativement 40 heures chaque année.

L'âge d'admission au catéchisme est, dans la règle, de 14 ans. Des cas particuliers peuvent être pris en considération, avec l'approbation du Conseil de paroisse.

Art. 59. — Pendant la durée du catéchisme, les enfants ne peuvent faire partie d'une société d'adultes.

D. Les pasteurs

Art. 60. — Vocation et préparation. — Le ministère pastoral implique une vocation et une préparation théologique solide qui s'affermirait surtout par l'étude approfondie des Saintes Ecritures.

Art. 61. — Eligibilité. — Sont éligibles les candidats dont les études et les diplômes sont reconnus dans les églises réformées évangéliques de Suisse.

Art. 62. — L'élection des pasteurs est fixée par la Constitution, chiffre V, e, et par le règlement, art. 8.

Lors d'une vacance, le Conseil de paroisse recherche des candidats, en accord avec le Conseil synodal et les comités intéressés.

Art. 63. — Installation. — L'installation du pasteur se fait par l'un des membres du Conseil synodal ; elle a lieu le dimanche, au culte, selon les liturgies prévues pour la circonstance.

Art. 64. — Echanges. — Selon le chiffre VII, a, de la Constitution, des échanges peuvent être prévus. Dans ce but, les pasteurs élaborent un plan d'ensemble des cultes pour toutes les paroisses. L'approbation des Conseils de paroisse intéressés par ces échanges demeure réservée.

Art. 65. — Corps pastoral. — Les pasteurs en fonction dans l'EREV forment le corps pastoral. Celui-ci se réunit, dans la mesure du possible, une fois par mois pour examiner et étudier des problèmes théologiques, ecclésiastiques et pratiques. Il désigne son président.

Le Conseil synodal, sur préavis du corps pastoral, peut l'autoriser à accepter en son sein d'autres pasteurs en activité dans le canton.

Les déplacements pour les séances du Corps pastoral sont à la charge de la caisse centrale.

Art. 66. — Vacances et remplacements. — Les pasteurs ont droit à un mois de vacances. Vu les conditions géographiques et linguistiques du Valais, le corps pastoral délibère sur cette question pour assurer la régularité des cultes et de la vie des paroisses.

Les dates doivent être soumises par les pasteurs à leur Conseil de paroisse.

Des remplacements peuvent être prévus en accord avec les comités de secours ou avec des pasteurs du dehors.

En cas de maladie, il incombe au président de paroisse de pourvoir au remplacement du pasteur. En cas de décès, la famille peut disposer de la cure pendant trois mois.

E. Le Ministère des fidèles

1. Les conseillers de paroisse

Art. 67. — Devoirs des conseillers de paroisse. — Les conseillers de paroisse s'engagent :

- à porter solidairement la responsabilité générale de la vie de la paroisse ;
- à participer régulièrement au culte du dimanche et aux diverses activités paroissiales ;

- à prendre part aux services de la Sainte-Cène et à collaborer avec le pasteur dans ces services ;
- à veiller, en cas de maladie ou d'absence du pasteur, à ce que le culte dominical soit assuré et à faire les visites aux malades ;
- à présenter en Assemblée de paroisse les rapports des différentes activités.

Ils seront en exemple à la paroisse par leur sobriété, leur fidélité et leur esprit de paix.

2. Les moniteurs et monitrices

Art. 68. — Les cultes pour l'enfance et pour la jeunesse sont placés sous la surveillance du Conseil de paroisse et du pasteur. L'enseignement se fait par groupes qui sont confiés à des moniteurs et monitrices, appelés à cet important ministère auprès des jeunes.

Art. 69. — Le pasteur réunit les moniteurs et monitrices pour préparer ces cultes.

Art. 70. — L'organiste. — La musique sacrée est, selon l'exhortation de St-Paul, une forme de l'édification (Eph. 5, 19-20).

L'organiste a un ministère important dans l'accompagnement des chants de l'assemblée et dans le choix de la musique sacrée. Il travaillera en collaboration étroite avec le pasteur qui lui indiquera les cantiques en temps utile. Ces directives concernent également le **directeur du chœur** de paroisse.

Art. 71. — Le concierge. — Une tâche importante est dévolue au concierge. De sa fidélité et de sa compréhension dépend le bon ordre des manifestations cultuelles.

Un cahier des charges spécifie le travail qu'il doit accomplir en étroite collaboration avec le Conseil de paroisse et avec le pasteur.

Art. 72. — La diaconie. — La diaconie est l'un des plus anciens ministères de l'Eglise chrétienne. Lorsque les moyens de la paroisse le permettent, il est désirable qu'un poste de diaconie soit créé en vue des soins à donner aux malades et de l'assistance sociale (pauvres, vieillards, mères nécessiteuses, etc.).

F. Les groupements paroissiaux

Art. 73. — Les associations au sein d'une paroisse envisageront leur activité comme un ministère dans l'Eglise.

La paroisse les encouragera et les assistera autant que possible. Ces groupements travailleront en étroite collaboration avec le Conseil de paroisse et le pasteur.

Chaque groupement poursuit un but particulier ; il constitue son comité propre — qu'il s'agisse des J. P., des éclaireurs, des groupes de dames (couture par ex.) et cercles d'hommes, des chœurs paroissiaux ou groupes missionnaires.

CHAPITRE IV : LE «MESSAGER EVANGELIQUE»

Art. 74. — Afin de constituer un lien régulier entre les membres de l'EREV, il est publié mensuellement un organe, le «Messager Evangélique», adressé en principe à tous les protestants du Valais.

Art. 75. — Le corps pastoral est chargé de sa rédaction. Le Conseil synodal y insérera ses communications.

Art. 76. — L'administration du «Messager Evangélique» relève du Conseil synodal qui délègue ses pouvoirs à une commission spéciale, laquelle est responsable devant le Conseil synodal. Elle pourra convoquer les responsables paroissiaux.

Art. 77. — Chaque paroisse est responsable des abonnements servis sur son territoire. La commission administrative renseigne régulièrement chaque paroisse sur la situation financière du «Messager Evangélique» de son ressort.

CHAPITRE V : FINANCES ET IMMEUBLES

Art. 78. — La **caisse centrale** est alimentée par les versements annuels des paroisses fixés par le Synode au prorata du nombre des paroissiens, par la collecte du Jeûne fédéral, par des dons et legs. Le Conseil synodal organise les collectes générales décidées par le Synode ; les paroisses en verseront le montant à la caisse centrale.

Art. 79. — Les fonds Mégroz et Blanc, d'un montant respectif de Fr. 8 000.— et 2 000.— qui étaient propriété de l'ancienne «Paroisse évangélique des protestants disséminés dans le Valais» sont gérés par le Conseil synodal.

Art. 80. — Les fonds créés par la Société suisse pour l'Assurance du Mobilier à Berne, ainsi que les fonds qui pourraient être attribués à l'EREV sont gérés selon les instructions des donateurs.

Art. 81. — Les immeubles (temples, cures et écoles) construits ou acquis par les sociétés de secours ou avec le concours de ceux-ci sont gérés par les paroisses, qui subviennent à leur entretien convenable. Les paroisses veillent à ce que ces immeubles ne soient pas distraits de leur destination primitive.

CHAPITRE VI : SITUATION JURIDIQUE

ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 82. — Les paroisses réformées évangéliques du Valais sont constituées, sous le nom d'Eglise Réformée Evangélique du Valais, en une association selon les articles 60 et suivants du C.C.S. ; l'association acquiert la personnalité civile en vertu des dits articles.

Art. 83. — Le siège de l'association se trouve au domicile du président du Conseil synodal.

Art. 84. — L'association est valablement engagée par la signature collective du président ou, à son défaut, du vice-président du Conseil synodal signant conjointement avec le secrétaire. Le Conseil synodal pourra déléguer le droit de signature au trésorier et à la commission administrative du «Messager Evangélique» pour les affaires courantes de leur ressort respectif.

Art. 85. — Les autorités de l'EREV, à savoir le Conseil ecclésiastique, le Synode et le Conseil synodal, ainsi que les autorités paroissiales et le Corps pastoral se conformeront au présent règlement et ne pourront prendre aucune décision contraire à ses dispositions.

Art. 86. — Le présent règlement entre en vigueur dès sa ratification par le Synode et le Conseil ecclésiastique. Toute modification ou révision devra être soumise au Synode qui se prononcera dans ce cas à la majorité des $\frac{2}{3}$ de ses membres. Elle devra être homologuée par le Conseil ecclésiastique.

Ce texte, qui sera traduit en allemand, sera considéré comme constituant la version authentique en cas de divergences d'interprétation.

Ainsi ratifié par le Conseil ecclésiastique, le 25 novembre 1954.
Le président : Dr Alfred Comtesse Le secrétaire : François Gilliard

Adopté par le Synode, le 8 décembre 1954.
Le président : Dr Alfred Comtesse Le secrétaire : Paul Meyer
